

Consommer et vivre en temps de crise : rôles des échanges interculturels

Altay Manço

Cette analyse vise à mettre en lumière les réflexes de résilience qui ont toujours accompagné les communautés migrantes. Elle vise, par la même occasion, à proposer une nouvelle vision politique axée sur la transition écologique et reposant sur une revalorisation, dans la sphère publique, des compétences des migrants.

Les mutations économiques souvent douloureuses que traverse l'Europe depuis les années 70 ressemblent davantage une « restructuration de civilisation » qu'à une répétition de crises ponctuelles. On ne produit plus comme avant... Nos modes de consommation sont de moins en moins soutenables et équitables. Les centres de gravité économiques changent de place, à travers le globe. On observe un rétrécissement du pouvoir d'agir et du pouvoir d'achat des masses un peu partout en Europe dans le même temps qu'un renforcement et une diversification des mouvements migratoires mondiaux.

Ces interrogations autour du « comment coopérer avec les plus démunis en période de crise ? » amènent un corollaire : « comment faire un travail social avec les migrants, dans pareil contexte ? » Si l'avenir c'est tenter une « autre croissance », que peuvent nous apprendre les personnes porteuses d'autres inspirations culturelles ?

Le postulat de notre réflexion est que les migrants ont une expérience à apporter pour penser les alternatives aux crises. Par nécessité résilients, les migrants n'ont eu cesse d'élaborer des stratégies de solidarité et de créer des zones d'autonomie.

Les analyses qui tablent pour une croissance autrement recommandent de partager le travail, taxer davantage les capitaux et moins le travail, réorienter les profits financiers vers des investissements dans l'économie réelle pour une transition écologique et de réduire la taille globale de notre production et de notre consommation, notamment par l'augmentation de l'efficacité énergétique.

C'est sur ce dernier point que les migrants auraient quelque chose à nous apprendre.

« *Consommer moins, consommer plus durablement, mieux, moins cher* », sont des réflexes que certaines communautés migrantes, entre autres, ont incorporés par habitude ou nécessité : en produisant plus par soi-même, récupérant, réparant, échangeant ; en consommant et produisant de manière collaborative aussi, en développant et renforçant des réseaux sociaux et de solidarité, localement et globalement...

Les analyses proposent ainsi d'expérimenter des alternatives qui construisent des systèmes résilients, hors du marché et de la logique de la croissance sans limites. De nombreux exemples foisonnent, doivent être approfondis et articulés entre eux : « *des banques coopératives aux villes en transition, en passant par la production collaborative en ligne et les monnaies complémentaires... Ceci est absolument nécessaire afin de démontrer la possibilité concrète d'une transition pacifique basée sur des principes opposés à ceux qui sont derrière la croissance : coopération, collaboration et égalité plutôt que compétition, individualisme et méritocratie* ».

À regarder de près, en Europe, de nombreuses situations exemplaires impliquent la présence des populations immigrées ou issues de l'immigration.

Quelques illustrations en rien exhaustives :

- *Dynamisation des tissus urbains délaissés.* Les populations issues des mouvements migratoires originaires de pays extra-européens constituent aujourd'hui de larges populations urbaines qui occupent, au centre des villes européennes, des espaces abandonnés et paupérisés. Ils les investissent, faute de mieux. Mais font également un travail appréciable de conservation du bâti. Si le phénomène donne lieu à des développements parfois inappropriés (vendeurs de sommeil, rénovations non durables, etc.), le dynamisme de ces populations qui s'approprient des quasi-ruines et les font regagner à l'habitat (ou des espaces collectifs, associations, lieux de culte...) n'est pas à dédaigner. Un phénomène semblable s'observe également en matière de réseaux commerciaux : on constate que les petits commerces créés par des entrepreneurs issus de l'immigration non seulement propulsent l'emploi local, mais permettent également de faire vivre, dans nos villes et campagnes, le commerce de proximité et de se passer de voiture pour s'approvisionner. Si, là également, des formes de dérives sont patentées (travail infra légal, par exemple), la dynamisation de certains quartiers est rendue possible grâce aux immigrés. L'action politique pourrait travailler à soutenir et encadrer ces initiatives.
- *Les jardins urbains communautaires* ne datent pas d'hier. Dès les débuts de l'urbanisation, les populations immigrées fraîchement arrivées en ville ont tenté de conserver leur mode de production terrienne et ainsi de s'offrir un espace de conservation culturelle en même temps que des apports alimentaires. Les immigrés venant de l'étranger remplacer le prolétariat local n'ont pas dérogé à la pratique jusqu'à coloniser des espaces abandonnées autour des voies de circulation rapide. Aujourd'hui dans de nombreuses villes européennes, on redécouvre les vertus du jardinage urbain : cela va de la

découverte du monde des plantes, pour certains, des principes d'une agriculture durable, pour beaucoup, à la conquête de nouvelles formes de sociabilités, pour tous. La proximité à la terre que recèlent certaines familles immigrées peut être une ressource que les acteurs locaux peuvent valoriser. La Grèce offre un exemple similaire avec des personnes au chômage qui se rétractent dans les campagnes abandonnées une génération plutôt. Ils y rencontrent les immigrés des Balkans, notamment, venus garder les personnes âgées esseulées dans leurs villages et qui facilitent la transmission intergénérationnelle des techniques agraires... non sans quelques heurts de type « ethnique ».

- L'observation au niveau local montre que consommer collectif, faire soi-même, se solidariser, échanger des services sont des comportements plus courants au sein des communautés issues de l'immigration qui ont conservé le sens du collectif, comme d'ailleurs dans certains secteurs ruraux en Europe. L'exclusion des immigrés d'une série de marchés n'est pas sans effet dans ce renforcement du collectif. Dans la mesure où, exclus de l'emploi, de nombreux immigrés ne peuvent pas recourir à des banques, les mosquées ou les églises évangéliques, lieux de contrôle social et de confiance réciproque, servent d'espace de rencontre pour ceux qui cherchent à emprunter et ceux qui peuvent prêter de l'argent, des tontines s'y organisent.
- Abordons également la question plus générale : *comment l'immigré contribue au développement de son pays d'accueil et de son pays d'origine ?* On parle alors de « co-développement ». En effet, en tant qu'acteurs singuliers ou collectifs, insérés dans de multiples réseaux, les migrants et les groupes issus des migrations sont à la base de nombreuses pratiques comme l'aide financière et matérielle de leur région d'origine. Ils sont vecteurs d'expériences, de compétences et d'apprentissages spécifiques liés à leur parcours migratoire. Mais il y a plus encore : le migrant peut aussi jouer un rôle de « pont » entre ses territoires de référence et ainsi permettre, également à son pays d'accueil, un développement culturel, social et économique en contact avec le Sud ; une autre conscience et une nouvelle sensibilité peuvent jaillir de ce rapport nouveau entre peuples (transferts de technologies durables, récupération de matériel...).

Ces quelques exemples qui mériteraient de longs développements chacun montrent que partir des préoccupations propres à la culture matérielle et symbolique des immigrés en Europe est de nature à innover et enrichir les luttes pour une autre forme de croissance. Si les exemples et d'autres nombreux que l'on peut encore générer nécessitent, bien entendu, des ajustements entre les habitudes

des populations immigrées et les critères d'un développement durable et équitable, on conçoit que les habits des populations porteuses de cultures diverses représentent une ressource pour l'innovation de nos visions et pratiques en matière d'environnement et de renouveau social au niveau local. Si la question est de chercher à « vivre mieux avec moins », on s'aperçoit que *la diversité culturelle peut être une ressource pour nos sociétés, comme la biodiversité est nécessaire à la préservation des milieux*.

Aussi, il semble important d'identifier et d'analyser ces compétences sociales auprès des populations issues de l'immigration et des populations qui les côtoient afin de les faire savoir et de les diffuser plus largement, ainsi que les soutenir. L'inspiration qui peut en être extraite sera bénéfique tant à la cohésion sociale qu'à la résilience des groupes les plus vulnérables face aux crises et changements de mode de vie et de consommation en cours.

À ce stade de la réflexion, il est, bien entendu, nécessaire de faire des propositions concrètes quant à ce que le politique pourrait mettre en place pour soutenir et/ou diffuser le type d'initiatives données en illustration, au-delà d'un discours sur la valorisation des compétences des migrants. Toutefois, il n'est pas opportun de générer ce type de propositions sans un travail de consultation et de débat plus large, devant impliquer des décideurs et des techniciens des questions soulevées, certes, mais également des acteurs, notamment associatifs, issus des migrations. Il n'est évidemment pas possible de généraliser ces observations à toute population immigrée, au sein des populations des différences de génération et de genre sont à noter et doivent être intégrées à l'analyse.

Gerstnerova A., *Temps de crise et vie associative. Migrants de l'Afrique subsaharienne et des Balkans en Europe*, 2014.

Jelen B., « Identités culturelles et espaces ouvriers : l'exemple des jardiniers des jardiniers immigrés de Saint-Étienne », www.erudit.org/revue/lcg/2006/v6/n1/012684ar.pdf.

Manço A. et Amoranitis S., *Migration et développement en Europe*, irfam.org/assets/File/livrePublication/docs/EUNOMAD_Migrations_et_developpement_en_Europe.pdf.

Marchal A., « La fin de la croissance : changer les moteurs de développement », www.etopia.be/spip.php?article2157.

Morin E., *Comment vivre en temps de crise*, 2010.

Müller B., Barbier J.-C., Bresson M., *Solidarités à l'épreuve des crises*, 2012.